



## Assemblée

Distr. générale  
18 mai 2011  
Français  
Original: anglais

---

### Dix-septième session

Kingston (Jamaïque)

11-22 juillet 2011

## Élection de membres de la Commission des finances

### Liste des candidatures proposées par les États parties

#### Note du Secrétaire général

1. Le mandat des actuels membres de la Commission des finances s'achèvera le 31 décembre 2011. Conformément à la section 9 de l'annexe de l'Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (ci-après dénommé « l'Accord »), la Commission des finances se compose de 15 membres qui sont élus par l'Assemblée pour cinq ans. Ces membres sont élus compte tenu de la nécessité d'assurer une représentation géographique équitable ainsi que la représentation des intérêts spéciaux. Chacun des groupes d'États visés à la section 3, paragraphe 15, alinéas a), b), c et d), de l'annexe de l'Accord est représenté à la Commission des finances par au moins un membre. Jusqu'à ce que l'Autorité dispose de ressources suffisantes provenant de sources autres que les contributions pour faire face à ses dépenses d'administration, la Commission doit comprendre un représentant de chacun des cinq États versant les contributions les plus importantes au budget d'administration de l'Autorité. La section 9 de l'annexe de l'Accord dispose également que les États parties proposent des candidats qui possèdent les plus hautes qualités de compétence et d'intégrité. Les membres de la Commission des finances doivent avoir les compétences requises en matière financière. La Commission ne peut comprendre plus d'un ressortissant du même États partie.

2. Par sa note verbale n° 236/10 du 8 octobre 2010 et sa note verbale n° 293/10 du 17 décembre 2010, le Secrétaire général a invité les membres de l'Autorité internationale des fonds marins à présenter, dans les meilleurs délais, et avant le 11 mai 2011, comme l'a décidé l'Assemblée à sa 106<sup>e</sup> séance (ISBA/12/A/13, par. 2), les noms et notices biographiques des candidats à l'élection à la Commission des finances, qui doit avoir lieu pendant la dix-septième session de l'Autorité, du 11 au 22 juillet 2011.



### **Précédentes élections à la Commission des finances**

3. La première élection des membres de la Commission des finances a eu lieu en août 1996, au cours de la deuxième partie de la deuxième session de l'Autorité. Il est rappelé à cet égard qu'étant donné les circonstances particulières dans lesquelles se tenait cette élection, il avait été décidé que la durée du mandat des membres de la Commission pour la période antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1997 ne serait pas déduite du mandat de cinq ans.

4. À sa 79<sup>e</sup> séance, le 10 juillet 2001, l'Assemblée a élu 15 membres de la Commission des finances pour un mandat de cinq ans commençant le 1<sup>er</sup> juin 2002 et a décidé que l'élection des membres de la Commission ne préjugait pas de sa composition lors des élections suivantes et, en particulier, de la suite réservée aux demandes de groupes régionaux (ISBA/7/A/7).

5. À la troisième élection de la Commission des finances, tenue durant la deuxième session de l'Assemblée en 2006, l'Assemblée a constaté que les avis divergeaient quant à l'interprétation donnée à l'effet combiné des paragraphes 3 et 4 de la section 9 de l'annexe à l'Accord. À la suite d'un échange de vues approfondi, elle a procédé à l'élection des membres de la Commission. Elle a décidé d'élire les 15 candidats proposés, à titre exceptionnel, étant entendu que la décision d'élire deux candidats pour un troisième mandat ne serait pas renouvelée et ne saurait constituer un précédent pour de futures élections. L'Assemblée a également décidé qu'à l'avenir les États parties seraient tenus de faire connaître le nom de leurs candidats au moins deux mois avant le début de la session (ISBA/12/A/13, par. 32).

### **Propositions de candidatures à la Commission des finances**

6. Au 11 mai 2011, le Secrétariat avait reçu 15 propositions de candidatures à la prochaine élection à la Commission des finances, présentées par les membres de l'Autorité. Le Secrétariat a porté ces propositions de candidatures à la connaissance des membres de l'Autorité par sa note verbale n<sup>o</sup> 167/11 du 12 mai 2011. Les noms des candidats sont indiqués à l'annexe I à la présente note. Leurs notices biographiques figurent à l'annexe II<sup>1</sup>.

7. Le Secrétaire général souhaite rappeler aux membres de l'Autorité le paragraphe 3 de la section 9 de l'annexe à l'Accord, qui dispose que la Commission des finances comprends un représentant de chacun des cinq États versant les contributions les plus importantes, qu'il convient de tenir compte de la nécessité d'assurer une représentation géographique équitable ainsi que de la représentation des intérêts spéciaux et que chacun des groupes d'États A, B, C et D du Conseil est représenté à la Commission des finances par au moins un membre.

8. En 2011, première année de l'exercice biennal 2011-2012, les cinq contributeurs les plus importants sont le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la France et l'Italie.

9. Les membres actuels du groupe C du Conseil sont l'Australie (membre élu à la seizième session en 2010, pour un mandat de quatre ans commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2011)<sup>2</sup>, l'Indonésie (membre élu pendant la seizième session en 2010, pour un

---

<sup>1</sup> Le Secrétariat communique les notices biographiques dans les six langues officielles de l'Autorité, y compris la langue originale dans laquelle elles ont été présentées.

<sup>2</sup> Voir ISBA/16/A/11.

mandant commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2011, étant entendu qu'au bout de deux ans elle cédera son siège au Chili, dont elle prendra la place dans le groupe E jusqu'à l'expiration du mandat quadriennal)<sup>3</sup>, le Canada (membre élu à la quatorzième session en 2008, pour un mandat de quatre ans commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2009)<sup>4</sup>, et l'Afrique du Sud (membre élu à la quatorzième session en 2008, pour un mandat de quatre ans commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2009)<sup>5</sup>. Le groupe C a été représenté à la Commission des finances par un membre représentant l'Indonésie mais aucune des 15 personnes dont la candidature est proposée aux fins de l'élection à la Commission des finances pour un mandat allant de 2012 à 2016 ne représente les États actuellement élus au Conseil faisant partie du groupe C.

---

<sup>3</sup> ISBA/16/A/11.

<sup>4</sup> ISBA/14/A/12.

<sup>5</sup> ISBA/14/A/12.

## Annexe 1

### Liste des candidats proposés par les États parties

<i>Nom et nationalité</i>	<i>État</i>
Aung, Zaw Minn (Myanmar)	Myanmar
Armas-Pfirter, Frida Maria (Argentine)	Argentine
Bakanov, Aleksey P. (Fédération de Russie)	Fédération de Russie
Choudhary, Pradip K. (Inde)	Inde
Elliott, Trecia (Jamaïque)	Jamaïque
Graziani, Francesca (Italie)	Italie
Kavina, Pavel (République tchèque)	République tchèque
Laki, Duncan M. (Ouganda)	Ouganda
Myklebust, Olav (Norvège)	Norvège
Ségura, Serge (France)	France
Storani, Reinaldo (Brésil)	Brésil
Whomersley, Chris (Royaume-Uni)	Royaume-Uni
Wilkins, David C.M. (Allemagne)	Allemagne
Yamanaka, Shinichi (Japon)	Japon
Yao, Jinsong (Chine)	Chine

## **Annexe II**

### **Notices biographiques des candidats proposés par les États parties**

**M. Zaw Minn Aung**

Premier Secrétaire

Mission permanente de la République de l'Union du Myanmar auprès de l'Organisation des Nations Unies

Date de naissance	23 décembre 1971
Formation	Maîtrise en droit, maîtrise en recherche, doctorat en droit, Université de Yangon
Situation de famille	Marié
Fonctions actuelles	Premier Secrétaire chargé des questions relatives à la Sixième Commission de l'Assemblée générale et Conseiller (élections)

**Expérience professionnelle**

1997	Nommé sous-lieutenant au Ministère de la défense
1998-2001	Lieutenant/capitaine, Ministère de la défense
2001	Capitaine, Ministère de la défense
2005	Commandant, Ministère de la défense
2006	Entre au Ministère des affaires étrangères en tant que directeur adjoint affecté au Conseiller et département des affaires juridiques
Depuis 2009	Premier Secrétaire, Mission permanente de la République de l'Union du Myanmar auprès de l'Organisation des Nations Unies

**Expérience en matière de conférences**

2006	Membre de la délégation du Myanmar au Colloque judiciaire régional organisé à Singapour
2007	Membre de la délégation du Myanmar au Forum maritime de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est à Batam (Indonésie)
2008	Membre de la délégation du Myanmar à la Conférence du Mouvement des pays non alignés à Téhéran
2008-2009	Membre de la délégation du Myanmar aux négociations sur la frontière maritime entre le Myanmar et le Bangladesh (Inde et Bangladesh)
2011	Chef de la délégation du Myanmar au troisième Forum régional des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), Las Vegas (États-Unis d'Amérique)

[Original : espagnol]

**Frida Maria Armas Pfirter****Données personnelles**

Date de naissance 30 septembre 1957  
Nationalité Argentine

**Formation**

- Avocate, Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université catholique argentine à Rosario
- Docteur en droit de l'Université de Buenos Aires, spécialisée en droit international (1992). Thèse avec mention très honorable avec félicitations du jury; titulaire du prix de la Faculté de droit de l'Université de Buenos Aires. Titulaire de bourses d'études de troisième cycle accordées par l'Université des Nations Unies (1995), l'Académie de droit international de La Haye (1986, 1988, 1991, 1994), l'Organisation des États américains (OEA-1989), la Commission du droit international de l'ONU (Genève, 1988) et l'Institut interaméricain des droits de l'homme (Costa Rica, 1987)

**Activités professionnelles**

- Professeur titulaire de la chaire de droit international public à la Faculté de droit de l'Université australe et à l'École de guerre, ainsi qu'à l'Institut universitaire naval de la marine argentine
- Inscrite sur la liste de conciliateurs et d'arbitres (pour l'Argentine) dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
- Inscrite sur la liste d'experts (pour l'Argentine) en matière de pêche de la FAO et d'experts en matière de protection de l'environnement dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
- Membre de la Commission juridique et technique de l'Autorité internationale des fonds marins (Kingston, Jamaïque) de 2000 à 2001. Vice-Présidente de 2002 à 2005
- Coordinatrice générale de la Commission nationale de la délimitation de la plate-forme continentale de l'Argentine depuis le 8 septembre 1997

**Publications**

- Auteur de trois livres et de nombreux chapitres de livres et d'articles spécialisés au nombre desquels on peut citer « The Continental Shelf Beyond 200 Nautical Miles : Practice to Date and Some Issues of Debate » dans VIDAS, Davor, *Law, Technology and Science for Oceans in Globalisation*, The Fridjof Institute, Norvège, 2010, p. 477 à 498; « How can Life in the Deep Sea Be Protected? », dans *The International Journal of Marine and Coastal Law* 24 (2009), p. 281 à 307; « Marco legal para la protección ambiental en la exploración de las costas ricas en cobalto », dans COPLA-CARI (éd.), *Los recursos de lecho y subsuelo del mar – Aspectos jurídicos, científicos y económicos de su exploración y*

*explotación*, Buenos Aires, 2008, p. 57 à 66; « Legal Framework for the Environmental Protection on Prospecting and Exploration for Cobalt-Rich Crusts », dans *Mining Cobalt-Rich Ferromanganese Crusts and Polymetallic Sulphides Deposits: Technological and Economic Considerations*, Autorité internationale des fonds marins, Jamaïque, 2007, p. 40 à 56

#### **Autres activités**

- Coordonnatrice générale du Comité d'évaluation de plusieurs marchés publics internationaux, en particulier au titre du projet PNUD ARG/98/008 : n° 1/2001 : Levés géophysiques de la marge continentale argentine; n° 1/2006 : achat d'un sondeur bathymétrique monofaisceau en eaux profondes et services connexes; n° 1/2003 : traitement de données sismiques en deux dimensions concernant la marge continentale argentine. Supervision ultérieure des travaux réalisés par les entreprises adjudicataires
- Membre du Sous-Comité d'évaluation des rapports des premiers contractants de l'Autorité internationale des fonds marins, Kingston (Jamaïque, de 2003 à 2008)
- Consultante auprès de la Banque interaméricaine de développement, Secrétaire juriste près la Cour suprême argentine
- Membre du Conseil argentin des relations internationales, membre de l'Institution hispano-luso-américaine de droit international, membre du Conseil directeur de l'Association argentine de droit comparé, membre et conseiller de l'Association argentine de droit international, membre de l'Institut de droit international de l'Académie nationale de Buenos Aires et membre de l'Académie de la mer

#### **Participation à des conférences internationales**

- Membre de la délégation argentine de la cinquième à la seizième session de l'Autorité internationale des fonds marins (Kingston, Jamaïque, 1999-2010)
- Membre de la délégation argentine lors de réunions techniques concernant les limites du plateau continental tenues avec des pays ayant des problèmes analogues, à savoir le Brésil, l'Uruguay, le Danemark, Cuba et l'Équateur
- Membre de la délégation argentine aux audiences orales du Tribunal international du droit de la mer s'agissant de la demande d'avis consultatif faite à la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins sur la question « Responsabilités et obligations des États qui patronnent des personnes et des entités dans le cadre d'activités menées dans la Zone », du 14 au 16 septembre 2010 et en février 2011
- Membre de la délégation argentine à des réunions relatives au droit de la mer tenues sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, entre autres le Groupe de travail chargé de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (2010), le processus consultatif informel des Nations Unies sur les océans et le droit de la mer (2004 et 2007)



- Membre de la délégation argentine lors de la présentation de la limite extérieure du plateau continental argentin et de l'exposé oral y relatif à la Commission des limites du plateau continental, New York, 21 avril et 26 août 2009
- Membre de la délégation argentine à la réunion de la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud, 7 au 9 mai 2007, Palacio San Martín, Buenos Aires
- Membre de la délégation argentine à la première réunion du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur les zones protégées, tenue du 13 au 17 juin 2005 à Montecatini (Italie)
- Membre de la délégation argentine à la réunion technique de la FAO relative au Code de conduite pour une pêche responsable, Rome, septembre 1994

**Aleksey P.Bakanov**

Date de naissance	20 juin 1961
Lieu de naissance	Moscou
Formation	Enseignement supérieur
Langue étrangère	Anglais
Domaine d'activités	Comptabilité et audit d'établissements publics

**Expérience professionnelle**

1990-1996	Expert au Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
1996-1999	Expert principal à la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York
2000-2002	Expert principal, Département des finances du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
2002-2009	Expert principal, ambassade de la Fédération de Russie en Finlande
2009-2011	Chef comptable adjoint au Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
Depuis 2011	Chef adjoint du Département des finances et chef comptable du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

[Original : anglais]

**Pradip Kumar Choudhary****Données personnelles**Date de naissance 1<sup>er</sup> août 1955

Licence en sciences, maîtrise en sciences, licence en droit, maîtrise en droit et doctorat

Conseiller (conseiller juridique), Mission permanente de l'Indre auprès de l'Organisation des Nations Unies (depuis 2009)

**Expérience professionnelle**

- Membre de la Commission des finances, Autorité internationale des fonds marin
- Directeur de la Division juridique et des traités, Ministère des affaires étrangères (2008-2009)
- Expert juridique auprès du Gouvernement érythréen (2006-2008)
- Directeur Division juridique et des traités, Ministère des affaires étrangères (2004-2008)
- Juriste, classe I, Division juridique et des traités, Ministère des affaires étrangères (1998-2004)
- Juriste, classe II, Division juridique et des traités, Ministère des affaires étrangères (1991-1993)
- Professeur-chercheur adjoint, Institut indien de droit, New Delhi (1987-1993)
- Professeur adjoint (recherche), Société indienne de droit international, New Delhi (1984-1986)
- Conférencier, Académie indienne de droit international et de diplomatie (1984-1986)
- Avocat dans un cabinet indépendant (1982-1983)
- Membre du Comité de rédaction de la Revue indienne de droit international (1984-1986)
- Membre du Comité exécutif de la Société indienne de droit international (2002-2005)
- Membre à vie de la Société indienne de droit international
- Membre à vie de l'Institut de droit indien

**Membre de la délégation indienne à diverses conférences internationales et négociations bilatérales**

- Soixante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (2009)
- Comité contre le terrorisme international (2009)

- Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (quarante-neuvième, quarante-cinquième, quarante-troisième et quarante et unième sessions) (2009, 2006, 2005, 2004, 2003, 2002)
- Amendements à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime
- Négociations relatives à la Convention internationale contre la criminalité transnationale organisée et les protocoles s'y rapportant
- Groupe de travail conjoint de l'Initiative du Golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée
- Négociations sur la Convention internationale contre la corruption
- Sessions annuelles du Comité juridique consultatif Asie-Afrique à New Delhi
- Négociations sur le projet de convention générale contre le terrorisme international
- Conférence diplomatique sur la création d'une cour pénale internationale (1998, 1999, 2000)
- Négociations sur la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif
- Négociations bilatérales sur le traité d'extradition avec le Canada, l'Allemagne, la Thaïlande et les États-Unis d'Amérique

[Original : anglais]

**Trecia Elliott**

Licence de sciences (avec mention), FCA, FCCA

**Expérience professionnelle/Participation à des organismes**

- Décembre 1995
- A passé avec succès les examens de l'Association of Chartered Certified Accountants (ACCA)
  - A reçu le prix de l'Institute of Chartered Accountants of Jamaica (ICAJ) pour les résultats exceptionnels obtenus lors de l'examen de l'ACCA
  - Actuellement Fellow de l'ACCA et de l'ICAJ

**Formation**

1990-1993

University of the West Indies, Mona Campus, Jamaïque

- Licence en sciences en matière de gestion avec mention très bien
- Scholar de la Fondation Jamaica Flour Mills

Participation à des commissions

- Représentante de la Jamaïque à la Commission des finances de l'Autorité internationale des fonds marins depuis 2006
- Membre de la Commission secteur public de l'ICAJ qui examine diverses questions concernant l'établissement de rapports financiers, la gestion et la responsabilité des entités du secteur public et donne des conseils à ce propos
- Membre de la Commission des marchés et du Comité consultatif sur les ressources humaines du Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur

**Expérience professionnelle**

Depuis août 2004

Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur

Fonctionnaire des finances hors classe

Veille à la mise en œuvre d'un système efficace de gestion du programme au moyen du contrôle et de la coordination du budget de la gestion des liquidités, la comptabilité financière, l'établissement de rapports; à ce titre :

- Supervise l'établissement, la présentation et la gestion des données financières;

- Dispense des avis dûment fondés en matière de politique concernant les questions financières et opérationnelles;
- Examine et révisé les mécanismes, procédures et contrôles financiers;
- Gère les ressources humaines du Département des finances et de la comptabilité ainsi que les ressources financières du Ministère dans leur ensemble.

Participe en tant que membre de la délégation jamaïcaine à des réunions des commissions des finances et du budget d'organisations internationales, selon que de besoin

1993-2004

PricewaterhouseCoopers (anciennement Price Waterhouse)

Janvier 2002-juin 2004

Responsable principal

Chargée des services fournis aux clients les plus importants et les plus complexes dans diverses branches d'activité et fait rapport à un partenaire d'audit. À ce titre, elle établit la stratégie d'audit, fournit des conseils techniques sur la comptabilité et les problèmes opérationnels et stratégiques; examine les états financiers et gère les activités administratives et relatives aux ressources humaines concernant l'audit.

Avril 2002-juin 2004

Chef de groupe

Chargée d'administrer l'un des trois groupes d'audit, comportant en moyenne 30 personnes. À ce titre, affecte le personnel aux diverses tâches d'audit et suit la productivité et les progrès des membres du groupe.

Juillet 1998-octobre 2002

Responsable des ressources humaines et de la formation

Chargée de planifier, d'élaborer, de mettre en œuvre, d'évaluer et d'actualiser les programmes d'apprentissage et d'enseignement de l'entreprise; de suivre la formation dispensée aux personnes souhaitant passer les examens de l'ACCA et les examens d'expert-comptable; de recruter le personnel d'audit non qualifié et d'effectuer des tâches administratives concernant les ressources humaines

Janvier 2000-décembre 2001	Cadre  Fonctions analogues à celles d'un responsable principal concernant des audits de taille moyenne; fait directement rapport à un partenaire d'audit
Janvier 1998-décembre 1999	Responsable adjoint  Fonctions analogues à celles d'un responsable mais concernant de petits audits; fait directement rapport à un partenaire d'audit ou à un responsable principal
Octobre 1995-décembre 1997	Comptable principale  Fait rapport à un responsable adjoint concernant les tâches d'audit et les responsabilités y compris la planification des audits; suit les progrès quotidiens des audits; examine les problèmes techniques en matière de comptabilité et supervise le personnel débutant
Août 1993-septembre 1995	Auditrice/comptable stagiaire  Réalise des tâches d'audit concernant des données spécifiques et fait directement rapport à un auditeur plus expérimenté.

**Compétences informatiques**

- Bonne connaissances de Microsoft Word, d'Excel et de Power Point
- Connaissance du système comptable FinMan du Gouvernement jamaïcain
- Chargée du logiciel spécialisé de PricewaterhouseCoopers et administratrice de la base de données d'évaluation des risques

**Données personnelles**

Date de naissance	6 mars 1972
Nationalité	Jamaïcaine
Situation de famille	Mariée

[Original : anglais]

**Francesca Graziani**

Date et lieu de naissance 31 mai 1973 à Turin (Italie)

Nationalité Italienne

**Expérience professionnelle**

Depuis mars 2007 SUN – Second University of Naples – Faculté des sciences politiques – San Leucio, Caserta

- Type d'entreprise Université
- Poste Professeur adjoint

Depuis 1997 Ministère italien des affaires étrangères – Service des différends diplomatiques concernant des questions juridiques et des accords internationaux – Rome

- Secteur d'activité Conseil juridique
- Poste Conseiller juridique extérieur auprès du Chef du Département du Ministère italien des affaires étrangères et auprès de l'agent du Gouvernement italien devant les tribunaux internationaux

De novembre 2001 à avril 2003 Ministère italien des affaires étrangères – Service des différends diplomatiques concernant des questions juridiques et des accords internationaux – Rome

- Secteur d'activité Conseil juridique
- Poste Conseiller juridique auprès de l'Équipe spéciale chargée de l'Afghanistan constituée par la Direction générale Asie et Océanie du Ministère des affaires étrangères

En particulier : a) appui juridique au Gouvernement afghan en matière d'administration de la justice; b) étude du droit afghan et des règlements des pays islamiques; c) promotion de cours de formation à l'intention de juges et de procureurs afghans; d) organisation scientifique d'une conférence sur l'administration de la justice en Afghanistan (Rome, octobre 2002)

26 juillet-18 août 1999 Organisation des Nations Unies, New York

26 février-9 mars 2001

Février 2002

- Type d'activité Organisation internationale



- Poste  
Membre de la délégation italienne à la Commission préparatoire en vue de la création d'une cour pénale internationale
  
- Septembre 2000-décembre 2001 Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés – Bureau du Haut-Commissariat pour l'Italie, le Saint-Siège, la République de San Marin, Section de la protection, Rome
  
- Type d'entreprise  
Organisation internationale
- Poste  
Stage trimestriel – conseiller juridique
- Octobre 1999-mai 2001 Co.P.I.R. (Conférence permanente internationale pour les réfugiés), Rome
  
- Type d'activité  
Organisation non gouvernementale
- Poste  
Collaboration
- 1992-1997 Amnesty International, Rome
  
- Type d'activité  
Organisation non gouvernementale
- Poste  
Collaboratrice/conférencière, organisation de séminaires, de conférences et de débats sur les droit international pénal et militaire et les droits de l'homme dans des universités et des établissements d'enseignement secondaire
  
- 1995 No Peace Without Justice, Rome
  
- Type d'activité  
Organisation non gouvernementale
- Poste  
Coopération active avec No Peace Without Justice, le Comité international des parlementaires, des maires et des citoyens pour une nouvelle justice internationale, dans le cadre de la campagne en vue de la création d'une cour pénale internationale
  
- Organisation de deux séminaires à la Société italienne pour l'organisation internationale et à l'Université libre d'études sociales internationales en mars et en décembre 1995 respectivement, consacrés à la création de la Cour pénale permanente des Nations Unies. Rédactrice de deux publications établies avec l'appui de l'Union européenne (1995)
  
- 1992-1995 Hands off Cain, Rome
  
- Type d'activité  
Organisation non gouvernementale
- Poste  
Collaboration avec l'organisation non gouvernementale Hands off Cain qui œuvre sur le plan international en vue d'abolir la peine de mort

1994	Caritas et Fédération internationale de la Croix-Rouge
• Type d'activité	Aide humanitaire
• Poste	Agent humanitaire au camp de réfugiés de Borosia (Croatie)
<b>Expérience universitaire</b>	
Depuis 2002	S.I.O.I Société italienne pour l'organisation internationale, Rome
• Titre	Professeur de droit international : cours de formation à une carrière diplomatique
• Principaux sujets	Droit international, organisation internationale, droit de l'Union européenne
Depuis 2000	Centre italien de gestion, Rome
• Titre	Professeur de droit de l'Union européenne : maîtrise de droit administratif organisée par l'école d'administration publique
• Principaux sujets	Droit de l'Union européenne
De 2004 à 2010	Société italienne pour l'organisation internationale, Rome
• Titre	Professeur de droit international : maîtrise en relations internationales
• Principaux sujets	Droit international, organisation internationale, droit de l'Union européenne
De 2004 à 2010	Société italienne pour l'organisation internationale, Rome
• Titre	Professeur de droit international : maîtrise « fonctionnaires internationaux »
• Principaux sujets	Droit international, organisation internationale, droit de l'Union européenne
De 2004 à 2010	Société italienne pour l'organisation internationale, Rome
• Titre	Professeur de droit international : cours de maîtrise relative aux compétences internationales, universelles et européennes, organisés par l'Université de Rome « Tor Vergata » et l'Université de Carnerino
• Principaux sujets	Droit international, organisation internationale, droit de l'Union européenne
De 2003 à 2008	Institut régional d'études juridiques du Latium « Arturo Carlo Jemelo », Rome

- Titre Professeur de droit international de l'Union européenne (cours de deux ans sur le droit de l'Unions européenne)
- Principaux sujets Droit de l'Union européenne
- Année universitaire 2006/2007 SUN – Second University of Naples – Faculté des sciences politiques – San Leucio, Caserta
- Titre Professeur de droit international et de protection internationale des investissements
- Principaux sujets Droit international, organisation internationale, droit de l'Union européenne
- 2005-2007 Accademia della Guardia di Finanza, Rome
- Titre Professeur de droit international de l'Union européenne
- Principaux sujets Droit de l'Union européenne
- 2003-2007 Centre italien de gestion, Rome
- Titre Professeur de droit international :cours de la maîtrise en édification de la paix
- Principaux sujets Droit international, organisation internationale
- 2004-2007 Accademia della Guardia di Finanza, Rome
- Titre Professeur de droit international : opérations militaires et de police dans la cadre de la maîtrise en édification de la paix
- Principaux sujets Droit international, organisation internationale
- 2005-2006 SUN – Second University of Naples, Faculté des sciences politiques, San Leucio, Caserta
- Titre Professeur suppléant de droit international
- Principaux sujets Droit international, organisation internationale
- 2006 Université européenne Jean Monnet et présidence italienne du Conseil des ministres
- Titre Professeur : cours destinés aux procureurs, juges et policiers de la République d'Albanie affectés à la lutte contre la criminalité organisée
- Principaux sujets Droit international, organisation internationale, droit de l'Union européenne
- Mai 2003-septembre 2003 Institut diplomatique du Ministère des affaires étrangères roumain, en collaboration avec l'Institut diplomatique « Mario Toscano » du Ministère italien des affaires étrangères

- Titre Professeur : cours destinés aux procureurs, juges et fonctionnaires du Ministère de l'intérieur chargés du contrôle des frontières (Bucarest, mai 2003-septembre 2003; Iassi, octobre 2004)
- Principaux sujets Organisation internationale, droit de l'Union européenne

### **Formation**

Avril 2003 Université de Rome « Tor Vergata », faculté de droit

- Titre Chercheuse
- Principaux sujets Droit international, organisation internationale

Mai 2002 Université de Rome « Tor Vergata », faculté de droit

- Diplôme Doctorat en droit international
- Principaux sujets Droit international, organisation internationale

Avril 1997 Université de Rome « Tor Vergata », faculté de droit

- Diplôme Maîtrise
- Principaux sujets Droit international, organisation internationale

**Principaux domaines d'activité et de recherche** Plusieurs recherches patronnées par le Ministère de l'enseignement, l'Université de la recherche dans les principaux domaines ci-après : droit international, public; droit de la mer; droit de l'Union européenne

### **Principales publications**

- *The Fight Against Sea Piracy in International Law*, Naples, 2010
- *Critical Insights on the Proliferation of « Mixed » Criminal Courts, in Studies in honour of Umberto Leanza*, Naples, 2010
- *Old and New Refugees in the International Contemporary Law*, Naples, 2006
- *European Security Space, The European Union and its Relations with NATO and OSCE*, Naples, 2006
- *Readmission Agreements, in Migration. A challenge for the International, European and Constitutional Law*, Italian Society of International Law (SIDI), édité par le professeur Umberto Leanza, Rome, 17-18 juin 2004, Naples 2005

**Compétences personnelles**

Langue maternelle

Italien

Langues étrangères

Anglais et français (lu, écrit et parlé)

**Compétences informatiques**

Excellentes connaissances de Microsoft Office, d'Internet et de la gestion des postes, excellente connaissance de Windows XP et de Vista

Rome, 9 mai 2011

**Kavina Pavel**

- 1970 Naissance à Prague, République tchèque
- 1988-1989 Entre au Centre d'économie des matières premières, Université Charles, Prague
- 1996 Diplôme en géologie et géochimie économiques, Faculté des sciences naturelles, Université Charles, Prague
- 1998-2003 Entre au Service géologique tchèque, Geofond, en tant que chef du Département des politiques relatives aux matières premières
- 2001-2003 Membre de l'équipe chargée de définir la politique nationale des matières premières compte tenu de la situation particulière des régions aux fins de la planification locale
- 2002-2008 Études de doctorat avec les professeurs Palas et Sivak à l'École de hautes études minières de l'Université technique d'Ostrava, Institut d'ingénierie géologique, République tchèque
- 2003 Entre au Ministère de l'industrie et du commerce en qualité d'analyste des matières premières à la Division de la politique énergétique et des matières premières
- 2004 Diplôme à l'issue d'un cours de formation intitulé « Gestion de l'énergie dans les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est » organisé par l'Agence japonaise de coopération internationale et l'Association internationale de coopération technique Kitakyushu du Japon
- 2004 Formation de courte durée à la Direcção Gèral de Geologia e Energia, Ministère de l'économie, Portugal
- 2004 Commissaire à la Bourse des matières premières de la République tchèque
- 2005 Membre du Conseil de la politique relative aux matières premières, groupe consultatif du Ministre tchèque de l'industrie et du commerce, chargé du secteur de l'extraction minière
- 2006 Expert agréé en matière de planification, de gestion et de supervision des activités d'exploration des gisements de minerais dans les fonds marins, y compris en matière d'estimation et de calcul des réserves auprès du Ministère de l'industrie et du commerce de la République tchèque (Commission technique)
- 2006 Membre du jury du Ministère tchèque de l'industrie et du commerce chargé d'examiner les candidatures d'expert en matière de planification, de gestion et de supervision des activités d'exploration des gisements de minerais dans les fonds marins, y compris l'estimation du calcul des réserves

- 
- 2006 Nommé Représentant plénipotentiaire de longue durée de la République tchèque au Conseil de l'Organisation mixte Interocéanmetal par le Ministère de l'industrie et du commerce de la République tchèque
- 2007 Élu membre de la Commission des finances de l'Autorité internationale des fonds marins
- 2007 Nommé Directeur adjoint de la Division des matières premières et de la politique énergétique au Ministère tchèque de l'industrie et du commerce
- 2007 Élu membre du Conseil de l'Institut de géologie de l'Académie des sciences de la République tchèque
- 2008 Nommé Chef du Département des matières premières, Division de l'extraction minière du Ministère tchèque de l'industrie et du commerce
- 2009 Nommé Directeur de la Division des matières premières et de la sécurité énergétique au Ministère tchèque de l'industrie et du commerce
- 2009-2010 Membre du groupe spécial de la Commission européenne chargé de définir les matières premières critiques, dépendant du Groupe d'experts sur l'approvisionnement en matière premières
- 2000-2010 Auteur de plus 65 articles sur les matières premières et les ressources minières

**Duncan Muhumuza Laki**

Date et lieu de naissance	9 novembre 1962, Ouganda
Situation de famille	Marié, 4 enfants
Nationalité	Ougandaise

Spécialiste ayant une expérience juridique approfondie aux niveaux national et international et de sérieuses compétences concernant la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et une compréhension prouvée des problèmes abordés à l'Autorité internationale des fonds marins. Connaissance du système des Nations Unies et de ses relations avec d'autres organisations internationales et les autorités nationales

**Expérience professionnelle**

- Conseiller juridique à la Mission permanente de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies à partir de 2005
- Réalise des audits juridiques pour veiller à ce que le comptable de la Mission respecte le règlement financier
- Conseiller auprès du Comité des finances de la Mission et du Comité des achats
- Coordonne l'équipe chargée d'accueillir la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale en 2010
- Conseiller de l'équipe du Conseil de sécurité chargée d'assurer le respect du mandat de la Mission pendant que l'Ouganda était membre du Conseil (2009-2010)

Chef de la délégation ougandaise à plusieurs sessions de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins. Un des partisans les plus actifs de la démythification de la Zone parmi les États sans littoral. Participant actif aux délibérations de l'Assemblée et du Conseil qui ont permis d'adopter des documents importants, comme par exemple le Règlement sur les sulfures polymétalliques et la décision de demander un avis consultatif sur la question de la responsabilité des États qui patronnent

- Vice-Président de la seizième session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (2010)
  - Soulignant que les fonds marins internationaux constituent un patrimoine commun de l'humanité, y compris les États sans littoral
- Principal associé de Muhumuza-Laki, Twesigire 1 Co, avocats, Ouganda, de 1997 à 2005

Cabinet juridique ougandais de premier plan spécialisé dans les services financiers, les transactions commerciales et l'immobilier

- Secrétaire de Nile Bank Ltd, Ouganda, 1998  
Principal conseiller juridique de cet établissement bancaire de premier plan



- Conseiller juridique, Département des politiques macroéconomiques, Ministère des finances, Ouganda, 1996-1998
  - Chef d'équipe du Groupe de travail chargé de créer un organisme de réglementation des marchés des capitaux (le précurseur de l'Office ougandais du marché des capitaux)
  - Chef d'équipe du Groupe de travail chargé de créer Post Bank Ltd, Ouganda, établissement bancaire de premier plan
  - Chef d'équipe du Groupe de travail constitué pour restructurer NPART Ouganda, fonds d'affectation spéciale chargé de recouvrer les prêts improductifs qui appartenaient anciennement aux institutions bancaires restructurées
- Conservateur des titres – Ministère du cadastre, 1986-1996  
Membre de l'équipe de district et du Comité de planification de Luweero; conseiller sur le relèvement après conflit de l'Ouganda
- Conférencier à temps partiel, Collège coopératif de Bukalasa, 1987-1990
- Conférencier à temps partiel, Institut d'administration publique (1986), Ouganda

#### **Études**

- Illinois Institute of Technology, Chicago-Kent, College of Law – Maîtrise de droit financier, 1991-1992
- Law Development Centre, Kampala – Diplôme d'enseignement universitaire supérieur en pratique juridique, 1984-1985
- Makerere University Kampala – Licence en droit, 1981-1984

#### **Publications**

- The Challenge of Privatisation in a Developing Economy – A case for a Uganda Stock Exchange, 1992
- The Financial Crisis of the East Asian Economies – Economic power houses turned paper Tigers? 1997
- A lawful sovereign act – Did Uganda commit international torts by Idi Armin's compulsory acquisition of departed Asians' properties? Makerere University Kampala, 1984

#### **Participation à des organisations professionnelles**

- Uganda Law Society (barreau ougandais)
- Avocat à la Cour suprême de l'Ouganda et aux tribunaux qui en dépendent
- Admis au barreau ougandais en 1991

**Compétences pertinentes**

- Excellentes compétences en matière de négociation
- Connaissance des pratiques financières, budgétaires et comptables rationnelles
- Aptitude à animer une équipe
- Aptitude à travailler dans un contexte multiculturel

[Original : anglais]

**Olav Myklebust**

Date et lieu de naissance 7 septembre 1967 à Drammen, Norvège

Nationalité Norvégienne

**Expérience professionnelle**

Depuis 2010 Directeur général adjoint, Chef adjoint du Département des affaires juridiques au Ministère norvégien des affaires étrangères

2009-2010 Directeur général, Chef du Département des affaires juridiques au Ministère norvégien des affaires étrangères

2005-2009 Directeur général adjoint, Chef de la Section du droit des traités et du droit de la mer, Département des affaires juridiques, Ministère norvégien des affaires étrangères

2001-2002 Conseiller, Section du droit international, Département des affaires juridiques, Ministère norvégien des affaires étrangères

1998-2001 Premier Secrétaire, délégation permanente de la Norvège auprès de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Bruxelles, Belgique

1995-1998 Deuxième Secrétaire, ambassade du Royaume de Norvège en Islande, Reykjavik

1993-1995 Administrateur, Ministère norvégien des affaires étrangères

**Nominations pertinentes**

Depuis 2006 Membre de la Commission des finances de l'Autorité internationale des fonds marins

2005-2006 Président de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins

2002-2005 Vice-Président de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins

**Titre universitaire**

Candidatus juris (maîtrise en droit) de l'Université de Bergen, Norvège, 1993

**Serge Ségura**

Date de naissance 16 février 1955

Maîtrise en droit (Aix-en-Provence), diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris

Conseiller des affaires étrangères hors classe

M. Ségura est diplomate de carrière depuis 1980. Il est depuis 2007 Sous-Directeur du droit de la mer, du droit fluvial et des pôles, à la Direction des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères et européennes.

Il a précédemment occupé des postes diplomatiques à l'étranger, souvent en qualité d'adjoint au Chef de mission (Angola, Slovénie, Madagascar, Espagne, Albanie, Suède) et des fonctions à l'Administration centrale où il s'est spécialisé, au sein de la Direction des affaires juridiques (1998-2001, 2007-2011) dans les questions touchant au droit de la mer.

Dans le cadre de ses fonctions, M. Ségura participe, en tant que Chef de la délégation française, aux réunions internationales suivantes :

- Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, New York
- Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique– Hobart (Australie)
- Groupe du droit de la mer de l'Union européenne – COMAR – Bruxelles
- Réunion des États parties au Traité sur l'Antarctique (ATCM)
- Consultations informelles sur le projet de résolution « Océans et droit de la mer » (« résolution de portée générale ») à soumettre à l'Assemblée générale des Nations Unies

M. Ségura est également membre de la délégation française à la session de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM), qui se tient annuellement à Kingston (Jamaïque)

Il a dirigé la délégation française qui a participé à la négociation de la Convention de l'UNESCO de 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique et il a participé à plusieurs négociations de délimitation maritimes bilatérales.

M. Ségura a participé à différents colloques et séminaires maritimes, notamment celui sur la biodiversité marine en 2008 à Monaco et à celui sur la piraterie organisé en 2010 par l'Association française de droit international. Il a été en 2011 auditeur à l'Académie de droit international de La Haye lors d'une session portant sur « La sécurité en droit international de la mer ».

[Original : anglais]

**Reinaldo Storani**

- 1956 Naissance le 6 janvier, à Jundial/SP, Brésil
- 1982 Entre au Ministère des affaires étrangères du Brésil en qualité de troisième secrétaire
- 1984 Ministère des affaires étrangères du Brésil, assistant à la Division de la planification budgétaire et financière
- 1985 Bureau financier brésilien à New York
- 1986 Deuxième Secrétaire dans le service diplomatique
- 1988 Affecté à l'ambassade du Brésil à Asunción, Paraguay
- 1991 Ministère des affaires étrangères du Brésil, Département de l'administration, Chef de la Division de l'architecture et du génie
- 1991 Ministère des affaires étrangères du Brésil, Conseiller auprès du Secrétaire au budget et aux finances
- 1992 Coordinateur de la Conférence interparlementaire sur l'environnement et le développement
- 1992 Ministère des affaires étrangères du Brésil, Coordonnateur du Département de l'administration
- 1993 Chargé d'affaires à l'ambassade du Brésil à Tripoli
- 1993 Premier Secrétaire dans le service diplomatique
- 1994 Nommé à l'ambassade du Brésil à Téhéran en qualité de conseiller
- 1996 Ministère des affaires étrangères du Brésil, Chef de la Division de l'administration
- 1999 Conseiller dans le service diplomatique
- 1999 Consul général adjoint et Consul général du Brésil à Milan
- 2003 Ministère des affaires étrangères du Brésil, Chef de la coordination générale du budget et des finances
- 2004 Cours de perfectionnement au Ministère des affaires étrangères du Brésil (requis pour être promu au rang de ministre dans la fonction diplomatique). Thèse : « Une approche budgétaire et financière du Ministère des affaires étrangères »
- 2005 Ministre dans la fonction diplomatique
- 2006 Ministre conseiller à l'ambassade du Brésil à Bruxelles
- 2008 Ministère des affaires étrangères du Brésil, Chef de la coordination générale du budget et des finances

[Original : anglais]

**Chris Whomersley**

Chris Whomersley est entré au Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni en tant que conseiller juridique adjoint en 1977. Il est Vice-Conseiller juridique depuis 2002 et supervise le Groupe de la politique maritime, chargé de l'Autorité internationale des fonds marins et de la politique d'ensemble du Royaume-Uni en matière de droit de la mer. M. Whomersley a été élu pour la première fois à la Commission des finances en 2006.

[Original : anglais]

**David C. M. Wilkens**

Date de naissance 28 août 1978

Nationalité Allemande

**Formation**

Mai 2005-juillet 2007 Tribunal régional de Cologne, Allemagne  
 Avocat stagiaire, tâches concernant entre autres la Chambre du droit des sociétés du Parquet du tribunal régional de Cologne, Division du crime organisé  
 Cabinet juridique Gleiss Lutz à Bruxelles, Allemagne  
 Ambassade d'Allemagne à Bangkok, Thaïlande

1999-2004 Faculté de droit de l'Université de Cologne  
 Études juridiques avec spécialisation en droit international et droit européen

**Expérience professionnelle**

Depuis août 2008 Ministère fédéral de l'économie et de la technologie, Berlin  
 Division du budget, procédures d'assistance financière, commissaire au budget

Septembre 2007-juillet 2008 Université de Cologne, Faculté de droit, Institut du droit de l'air et de l'espace/chaire de droit international public, de droit européen et de droit économique européen et international  
 Associé de recherche  
 Spécialisation : droit international

Octobre 2005-décembre 2006 Université de Cologne, Faculté de droit, Institut du droit de l'air et de l'espace/chaire de droit international public, de droit européen et de droit économique européen et international  
 Assistant de recherche

**Expérience professionnelle**

Octobre 2006 Cabinet juridique CBH à Cologne  
 Rédaction d'un avis d'expert sur les questions de droit européen

Janvier 2005-mai 2005	Commission européenne, Direction générale de la concurrence, Bruxelles, Allemagne Stage à la Direction de l'aide publique
Septembre 2002-octobre 2002	Ambassade d'Allemagne à Quito, Équateur Stage
Juillet 2002-Août 2002	Ministère de l'économie du Mecklenbourg-Poméranie- Occidentale, Schwerin, Allemagne Stage

**Autres compétences**

Octobre 2002-avril 2003	Participation au concours Telders International Law Moot Court de l'Université de Leiden, La Haye, Pays-Bas
Octobre 2001-mai 2002	Certificat d'études européennes, participation à PROTEUS, cours multinational et interdisciplinaire relatif au droit et aux politiques de l'Union européenne organisé sous l'égide de Sciences Po Paris et de l'Université de Cologne
Langues	Allemand, langue maternelle Anglais courant Français courant Espagnol, connaissances de base Néerlandais, connaissances de base



[Original : anglais]

**Shinichi Yamanaka**

Conseiller, Chef de mission adjoint  
Ambassade du Japon au Sultanat d'Oman

Date de naissance 16 mars 1959  
Nationalité Japonaise  
Situation de famille Marié, 3 enfants

**Formation**

Mars 1981 Licence en droit, Université Soka, Tokyo, Japon  
Juin 1984 Diplôme d'études supérieures d'économie, Université de Saint Andrews, Écosse, Royaume-Uni

**Expérience professionnelle**

1981 Entre au Ministère des affaires étrangères  
1981-1982 Première division des organisations internationales, Bureau des affaires économiques, Ministère des affaires étrangères du Japon  
1982-1984 Ambassade du Japon au Royaume-Uni  
1984-1986 Vice-Consul au Consulat du Japon à Kota Kinabalu, Malaisie  
1986-1988 Troisième Secrétaire à l'ambassade du Japon en Hongrie  
1988-1991 Division de la sécurité économique, Bureau des affaires économiques, Ministère des affaires étrangères du Japon  
1991-1993 Division de la politique relative à l'Organisation des Nations Unies, Bureau des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères du Japon  
1993-1995 Division de l'administration concernant l'Organisation des Nations Unies, Bureau de la politique étrangère, Ministère des affaires étrangères du Japon  
1995-1998 Deuxième Secrétaire puis premier secrétaire à la Mission permanente du Japon auprès des organisations internationales ayant leur siège à Vienne  
1998-2000 Consul principal au consulat général du Japon à Mumbai, Inde  
2000-2004 Premier Secrétaire à la Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies  
2004-2006 Directeur adjoint de la Division de la politique en matière de sécurité nationale, Bureau de la politique étrangère, Ministère des affaires étrangères du Japon

2006-2008	Directeur adjoint de la Division de l'Europe occidentale, Bureau des affaires européennes, Ministère des affaires étrangères du Japon
2006-2010	Assume conjointement les fonctions directeur principal adjoint de la Division des océans du Bureau des affaires économiques puis du Bureau des affaires juridiques internationales du Ministère des affaires étrangères du Japon
2008-2010	Division de l'administration et de la planification relatives à l'Organisation des Nations Unies, Bureau de la politique étrangère, Ministère des affaires étrangères du Japon
Depuis novembre 2010	Conseiller, Chef adjoint de mission à l'ambassade du Japon au Sultanat d'Oman

#### **Participation à des organismes multilatéraux**

1995-1996	Point de contact du Groupe des fournisseurs nucléaires à Vienne
1997-1998	Vice-Président du Groupe consultatif de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
2001	Vice-Président du Comité du programme et de la coordination, Organisation des Nations Unies
Depuis 2006	Membre de la Commission des finances de l'Autorité internationale des fonds marins

#### **Participation à des réunions et à des conférences internationales**

##### Organisation des Nations Unies

Assemblée générale (Cinquième Commission)

Comité du programme et de la coordination

Comité des conférences

##### Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Conférence générale

Conseil des gouverneurs

Comité des programmes et des budgets

##### Comité préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

Commission préparatoire

Groupe de travail A

Groupe de travail B

Groupe consultatif

##### Groupe des fournisseurs nucléaires

Comité Zangger

Comité commercial d'approbation des ventes

Régime de contrôle de la technologie des missiles

Association des nations de l'Asie du Sud-Est

Autorité internationale des fonds marins

Assemblée

Conseil

Commission des finances

**Yao Jinsong**

Date et lieu de naissance 14 mars 1969, Chongqing, Chine

Situation de famille Marié

Sexe Masculin

**Emploi actuel**

Directeur de division Division de l'environnement et des ressources,  
Département de la construction économique, Ministère  
des finances

**Formation**

1987-1991 Licence avec spécialisation en économie, Université de  
finances et d'économie de Shanghai

2004-2007 Maîtrise d'économie, Northeast Normal University

**Expérience professionnelle**

1991-1998 Département de l'industrie et des transports du  
Ministère des finances, chargé de l'élaboration de la  
réglementation financière des entreprises et de la  
gestion financière dans le domaine scientifique et  
technique

1998-2000 Département de l'économie et du commerce du  
Ministère des finances, chargé des investissements en  
matière de transformation technique et de la gestion  
financière de la protection de l'environnement

Depuis 2000 Département de l'économie du Ministère des finances  
chargé du budget central, de la gestion financière, de la  
recherche-développement concernant les politiques de  
la gestion des sols et des ressources, de la protection de  
l'environnement, de la gestion des océans, du cadastre  
et de l'établissement de relevés topographiques